

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 518
Déc. 2015 - Févr. 2016
52^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Au sujet de quelques réactions aux attentats de novembre
- Lénine. La propagande contre la guerre sans appel à l'action révolutionnaire ne peut que semer des illusions
- Friedrich Engels. La démocratie et le communisme
- Les prolétaires et l'«aide» de la France à la Grèce
- Un courant carrément réformiste: le CCR du NPA

L'économie mondiale sur un baril de poudre

Sur le n°414 du Prolétaire, nous avons publié l'article: «Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise», qui était le texte d'un rapport présenté à la réunion générale de décembre 2014 du parti. Un an plus tard, les nuages menaçants s'amoncellent sur l'économie capitaliste mondiale.

«Tempête boursière», «Retour de la crise financière», «Spectre de 2008», «Menace de krach mondial», etc. Tels étaient les titres des journaux après que le début de 2016 ait été marqué par les plongées répétées des bourses du monde entier après de véritables krachs connus par les bourses chinoises (Shanghai et Shenzhen).

A la fin de la première semaine de février les grandes bourses mondiales avaient baissé, par rapport au premier juin 2015: de 42,8% à Shanghai, de 31% à Milan, de 30,1% à Hong Kong, de 21,8% à Tokyo, de 21,7% à Francfort, de 19,4% à Paris, de 18,3% à Londres, de 11,2% à New-York (1)

Les analystes boursiers ont attribué les premières baisses à la chute continue du cours du pétrole, aux mauvaises nouvelles sur l'économie chinoise et à la baisse de sa monnaie, ainsi qu'aux doutes de plus en plus grands sur la croissance américaine. Puis se sont ajoutées à cette liste les craintes croissantes sur la santé des banques européennes.

Les grandes banques européennes ont ainsi vu leur cours en bourse baisser de la manière suivante (toujours pour la même période): de 52,4% pour Unicredit (Italie), de 49% pour la Deutsche Bank (Allemagne), de 45,5% pour la Commerzbank (Allemagne), de 39,2% pour le Crédit Agricole, de 38,5% pour la Barclays (Grande-Bretagne), etc (2)

Ces banques ont en effet largement prêté au secteur pétrolier (le Crédit Agricole en particulier) et aux pays exportateurs de matières premières, maintenant en pleine crise. De plus le secteur bancaire italien est jugé en difficulté, le gouvernement Renzi ayant dû voler au secours de certaines banques virtuellement en faillite, de même que le secteur bancaire allemand, à commencer par la géan-

(Suite en page 4)

Pour défendre le capitalisme L'Etat d'urgence en permanence

Décrité par le gouvernement dès les attentats sur tout le territoire métropolitain (et étendu quelques jours plus tard aux départements et territoires d'outre-mer), l'état d'urgence, mesure accordant des pouvoirs discrétionnaires à la police, a été solennellement accompagné de l'annonce de diverses mesures (renforcement de l'armée, intensification des bombardements en Syrie, révision de la Constitution, déchéance de la nationalité pour les terroristes bi-nationaux, etc.) lors du «Congrès» (séance commune de la Chambre des députés et du Sénat) le 16 novembre; puis il a été prolongé et renforcé quelques jours plus tard de 3 mois, par un vote quasi unanime des députés et des sénateurs - y compris les élus du Front de Gauche, du PCF et des écologistes (1).

L'état d'urgence permet des perquisitions de nuit et des assignations à résidence sur de simples soupçons ou dénonciations sans preuves, l'interdiction de réunions et manifestations, l'instauration d'un couvre-feu, la dissolution d'organisations ou la fermeture de sites internet, etc. pour «apologie de terrorisme» (accusation on ne peut plus floue); le gouvernement a demandé officiellement respectivement au Conseil de l'Europe et à l'ONU, de déroger à la «Convention européenne des droits de l'homme» et au «Pacte international relatif aux droits civils et politiques».

Le gouvernement a ensuite fait voter en février le prolongement, pour 4 mois renou-

velable, de cette mesure; Valls a déclaré dans une interview à la BBC que l'état d'urgence pourrait rester en vigueur aussi longtemps que l'Etat Islamique (Daech) n'aurait pas été éradiqué... En outre, le gouvernement travaille à faire voter la modification de la Constitution pour y inscrire les mesures de l'état d'urgence.

UNE MESURE HÉRITÉE DE L'ÈRE COLONIALE

L'état d'urgence a été créé en 1955, lors de la guerre d'Algérie. Préparée sous le gouvernement Mendès-France (une grande «figure morale» de la gauche) dont le ministre de l'Intérieur était un certain François Mitterrand pour être appliquée en Algérie, cette mesure fut votée sous le gouvernement suivant d'Edgar Faure, contre l'opposition du PCF et de la SFIO (parti socialiste); elle resta en vigueur pendant 3 mois. L'argument principal du PCF contre cette loi qu'il qualifiait de «scélérates» et «liberticide» et dont le gouvernement, disait-il, «n'avait nullement besoin» pour faire face à la rébellion, était que, destinée officiellement au territoire algérien, elle pourrait être un jour appliquée au territoire français; les Socialistes la jugeaient également inutile (2). Mais 3 ans plus tard, face au «coup de force» déclenché par des militaires à Alger pour exiger la venue au pouvoir de de Gaulle, les députés du PCF et de la SFIO votèrent le 16 mai 1958 la proposition du

gouvernement Pflimlin d'instaurer pour 3 mois l'état d'urgence en métropole (il ne dura finalement que 15 jours): au nom de la «défense de la République» contre le «fascisme», ils accordaient à l'Etat bourgeois et à sa police ces pouvoirs «liberticides» qu'ils avaient dénoncés (3)!

L'état d'urgence fut par la suite décrété, sans vote (recours à l'article 16 de la Constitution) par de Gaulle au moment du putsch d'Alger, le 22/4/1961, et il dura jusqu'en juin 1963: c'est sous cet état d'urgence qu'eurent lieu les tueries de manifestants algériens en octobre 61 à Paris.

En janvier 1985, c'est un gouvernement de gauche, Fabius-Mitterrand, qui utilisa cette mesure: il imposa l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie à la suite de l'assassinat du chef indépendantiste Eloi Machoro par les gendarmes du GIGN (les deux faits étaient liés et avaient évidemment été préparés en même temps).

Enfin, en novembre 2005, face aux émeutes des banlieues, le gouvernement Villepin-Chirac avait lui aussi recours à l'état d'urgence (il sera levé 2 mois plus tard). A l'époque les députés PCF et PS votèrent finalement contre, à l'exception de 3 socialistes, dont Manuel Valls qui avait publiquement approuvé la décision du premier ministre. Mais il n'était en réalité pas le seul de cet avis; François Hollande, alors dirigeant du

(Suite en page 2)

AMADEO BORDIGA

PARTI ET ACTION DE CLASSE (1)

Paru sur le n°4 (31/5/1921) de *Rassegna Comunista*, la revue théorique du Parti Communiste d'Italie, cet article est la suite de «Parti et classe» publié sur le n° 516 du *Prolétaire*. Bordiga y répond aux accusations, qui seront par la suite répétées jusqu'à la nausée et pas seulement par les staliens, selon lesquelles la Gauche communiste, par souci de «pureté», n'admettait l'existence que de petits partis enfermés dans leur tour d'ivoire; ou que comme les partisans allemands de la «théorie de l'offensive», elle ne voulait pas

envisager les périodes de recul, les périodes défavorables, qui imposent une tactique défensive. Ce qu'elle défendait en fait, non par purisme mais parce que c'est le seul gage d'efficacité, c'est que le parti ne doit jamais, quelle que soit la période, altérer sa physionomie, estomper son programme et modifier les lignes fondamentales de son action.

(Rappelons que ce texte, comme le précédent est reproduit in extenso dans notre brochure «Parti et Classe», Textes du PCI n°2)

Exposant dans un précédent article certaines notions théoriques fondamentales, nous avons montré non seulement qu'il n'y a rien de contradictoire dans le fait que le parti politique de la classe ouvrière, organe indispensable de sa lutte d'émancipation, ne compte dans ses rangs qu'une partie, une minorité de la classe; mais encore qu'on ne peut parler d'une classe douée d'un mouvement historique sans qu'existe le parti ayant une conscience précise de ce mouvement et de ses buts, et se plaçant à l'avant-garde de ce mouvement dans l'action.

Un examen plus détaillé des tâches historiques de la classe travailleuse dans son cheminement révolutionnaire, aussi bien avant qu'après le renversement du pouvoir des exploités, ne fait que confirmer cette nécessité impérieuse du parti politi-

que qui doit diriger toute la lutte de la classe travailleuse.

Pour donner une idée précise, presque tangible dirions-nous, de la nécessité «technique» du parti, il conviendrait peut-être, même si cela peut sembler illogique pour notre exposé, de considérer d'abord la tâche que le prolétariat doit accomplir après être parvenu au pouvoir, après avoir arraché à la bourgeoisie la direction de la machine sociale.

Après avoir conquis la direction de l'Etat, le prolétariat aura à assumer des fonctions complexes. Il devra non seulement remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais construire une machine entièrement nouvelle et différente d'administration et de gouvernement, visant des buts infiniment plus complexes que ceux qui

font l'objet de l'art gouvernemental d'aujourd'hui. Ces fonctions exigeront une enrégimentation, une organisation disciplinée d'individus aptes à remplir les différentes tâches, à étudier les divers problèmes, à appliquer aux divers secteurs de la vie collective les critères dérivant, des principes révolutionnaires généraux, correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves de l'ancien régime afin de construire de nouveaux rapports sociaux.

Ce serait une erreur fondamentale de croire qu'un tel degré de préparation, une telle somme de spécialisations puissent venir d'un simple encadrement professionnel des travailleurs selon les tâches traditionnelles qu'ils remplissaient dans

(Suite en page 6)

Pour défendre le capitalisme L'Etat d'urgence en permanence

(Suite de la page 1)

PS avait affirmé à propos de l'état d'urgence qu'il ne voulait «rien faire qui puisse empêcher le gouvernement de retrouver les conditions d'un retour à l'ordre républicain» et Laurent Fabius: «je ne reprocherai jamais à tel ou tel gouvernement de faire preuve de fermeté» (4)...

Ce bref rappel montre que le soutien des partis de gauche à l'instauration de l'état d'urgence par le gouvernement actuel n'a rien de surprenant; étant fondamentalement pro-capitalistes, ces partis n'ont jamais hésité et n'hésiteront jamais à renforcer l'Etat bourgeois, à soutenir en définitive ses mesures répressives, même s'ils en critiquent parfois les «abus» ou les «dérapages».

DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ: LE SENS D'UNE MESURE

Le projet de révision constitutionnelle comporte deux articles: l'inscription des mesures d'état d'urgence dans la constitution, et la déchéance de la nationalité pour les bi-nationaux français de naissance convaincus de crime terroriste (pour les bi-nationaux par naturalisation, il y a déjà eu 21 cas où elle a été prononcée depuis les années 70) (5). Hollande avait créé la surprise en annonçant cette dernière mesure lors de son discours devant le Congrès, car le PS (comme le PCF et autres) s'y était opposé lorsque Sarkozy, avant d'y renoncer, l'avait proposée pour les auteurs de meurtres de policiers; ils avaient affirmé que cela reviendrait à diviser les citoyens en deux catégories: les «vrais Français» et les «Français de papier» (selon l'expression du FN). Valls s'était même indigné, en déclarant qu'elle revenait à accuser les immigrés d'être la cause de l'insécurité: «on essaie de faire croire qu'immigration et insécurité, c'est lié. C'est insupportable».

Les démocrates ont critiqué le projet actuel pour la même raison: réserver une peine aux seuls bi-nationaux porterait atteinte à l'égalité de tous devant la loi; cela diviserait en outre les Français quand il faudrait tout faire selon eux pour les unir face à la menace terroriste.

Mais ce n'est qu'une répugnante tarifierie!

Qu'il possède ou non la nationalité française, tout enfant d'immigré, s'il est arabe, noir ou habitant des quartiers populaires, a connu le harcèlement policier, les contrôles au faciès, le racisme et les discriminations de toute espèce; tout prolétaire, même français de souche, sait d'expérience qu'en France – comme partout sous le capitalisme – il n'est pas l'égal d'un bourgeois, même étranger.

Les bi-nationaux sont dans leur majorité des descendants d'immigrés, la plupart du temps venus des anciennes colonies, et ils se retrouvent en bonne partie dans le prolétariat, la «classe dangereuse» par excellence. Pour les réactionnaires de tous les partis, ils sont donc doublement suspects: en tant que prolétaires et en tant que Français «doux»: qui donc en effet, jouissant de la nationalité française que le monde entier envie, n'abandonnerait pas sa deuxième nationalité, sinon un fanatique ou un traître en puissance?

En ciblant les bi-nationaux de naissance, Hollande a sans aucun doute voulu embarrasser la droite et l'extrême droite et réaliser un habile coup politique.

Mais cette proposition a une signification plus profonde; renforçant officiellement le soupçon envers les enfants d'immigrés ou de colonisés, elle aggrave le statut d'exception qui pèse en fait sur tous les prolétaires immigrés ou issus de l'émigration. Elle contribue ainsi à maintenir et accroître la division entre travailleurs au moment précis où redoublent les attaques anti-ouvrières. En politique tout se tient; ce n'est pas par hasard que le gouvernement s'obstine à faire adopter

cette mesure qu'il juge lui-même «symbolique» en même temps que les mesures répressives qui le sont beaucoup moins.

Les plus de 3000 perquisitions et les centaines de gardes à vue et d'assignations à résidence qui ont été effectuées et prononcées dans le cadre de l'état d'urgence, n'ont débouché que sur des résultats à peu près nuls: une seule mise en examen et 3 enquêtes préliminaires liées au «terrorisme», toutes concernant des personnes déjà connues par la police. Mais le résultat recherché était tout autre: intimider un certain milieu dit «islamiste» ou «intégriste» et créer un climat de défiance envers lui; mais aussi, et plus généralement, habituer la population à un déploiement policier spectaculaire et sans frein, en un mot faire la démonstration de la toute-puissance de l'Etat.

L'état d'urgence est censé avoir été promulgué pour protéger les habitants contre les terroristes; mais les premiers touchés ont été des militants et sympathisants écologistes, assignés à résidence et interdits de manifestation au moment de la COP 21: démonstration éclatante, s'il en était besoin, que la menace terroriste n'était que le prétexte tout trouvé pour renforcer l'autoritarisme et faciliter la liberté d'action du gouvernement, que ce soit sur le plan de sa belliqueuse politique étrangère au service des intérêts impérialistes, ou sur le plan de sa politique intérieure au service du patronat.

L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE À L'ÉTAT D'URGENCE: FUMISTERIE ET DIVERSION

Face à la volonté gouvernementale de prolonger l'état d'urgence et de le rendre permanent à travers la révision constitutionnelle, de nombreuses voix se sont élevées parmi les forces de gauche, les organisations de défense des droits de l'homme, et même au sein du Parti Socialiste. Mais en réalité la plupart de ces gens se focalisent sur la question de la déchéance de la nationalité pour ne pas remettre en cause leur approbation de l'instauration de l'état d'urgence!

L'exemple le plus spectaculaire de cette hypocrisie nous a été donné par l'ancienne ministre de la Justice Taubira. Cette «icône de gauche» comme disent les médias, qui avait endossé sans sourciller la responsabilité de toutes les mesures répressives et antisociales du gouvernement tout en abandonnant l'essentiel des petites réformes promises, avait préparé un projet de loi anti-terroriste particulièrement gratiné: il intégrait parfaitement les mesures de l'état d'urgence comme les perquisitions de nuit, l'utilisation de leurs armes par les policiers en dehors de leur service, l'espionnage informatique, etc. Elle a fini par démissionner en raison, paraît-il, de son opposition au projet de déchéance de la nationalité – mais plus probablement pour des raisons de carrière politique!

Contre la prolongation de l'état d'urgence et la révision constitutionnelle, une journée de manifestations a été organisée le 30 janvier, sur une base démocratique comme on pouvait s'y attendre en voyant les signataires de l'appel: de la Ligue des Droites de l'Homme à la FSU, Solidaires et CGT en passant par le Syndicat de la Magistrature, le MRAP et une ribambelle d'organisations humanitaires et autres (6).

Dans cet appel on paraissait s'inquiéter surtout de ce que feraient d'autres (sous-entendu le Front National) s'ils arrivaient au pouvoir; mais c'est ce que fait et se prépare à faire le gouvernement en place qu'il faut avant tout dénoncer et combattre (7)! L'appel prenait bien soin d'écrire: «Nous affirmons qu'il est nécessaire et possible que l'Etat protège les habitants face au terro-

risme, sans remettre en cause les droits et les libertés». Ces démocrates ne peuvent ni ne veulent dire que la fonction première de l'Etat bourgeois n'est pas de protéger les habitants, mais de **protéger le capitalisme**. Fondamentalement l'Etat est une machine d'oppression, l'arme suprême de la bourgeoisie contre les prolétaires. Il ne respecte «les droits et les libertés» que dans la mesure où ceux-ci n'entravent pas le fonctionnement régulier du capitalisme et ne gênent pas les desseins de la bourgeoisie: quémander sa «protection», implique d'accepter sa domination!

De même «notre démocratie» dont se gargarisaient les auteurs de l'appel (en prétendant de façon absurde qu'elle serait la cible des terroristes), n'est qu'une forme adoucie de la **dictature de la bourgeoisie**; cette forme, la bourgeoisie l'abandonne sans hésiter dès qu'une situation de grave crise sociale et politique la pousse à écraser le

prolétariat, en profitant du fait qu'il soit encore entravé par les illusions légalistes, pacifistes et démocratiques. Ce sont précisément ces fatales illusions dans la démocratie et dans la bienveillance de l'Etat que répandent les auxiliaires de la bourgeoisie que sont toutes les organisations et tous les partis réformistes et dont font partie les auteurs les auteurs de l'appel.

ÉTAT D'URGENCE POUR DÉFENDRE LE CAPITALISME

L'aggravation constante des lois et mesures répressives, la transformation de l'état d'urgence en état permanent (à l'image du plan vigipirate qui n'a jamais cessé d'être renforcé depuis sa création), la présence de l'armée dans les rues («opération sentinelle») etc., ne s'expliquent pas par la volonté d'empêcher de futures représailles de l'Etat Islamique contre les habitants

Au sujet de quelques réactions aux attentats de novembre

Notre tract sur les tueries de Paris, publié en première page du dernier n° du Prolétaire, a été défini par certains comme étant un «appel abstrait à la guerre de classe» faisant partie des «discours automatiques de l'extrême gauche» dont il faudrait «sortir» [pour] «pouvoir parler enfin un langage compréhensible pour toutes et tous et (...) fixer des perspectives concrètes pour tous les exploités» (1).

Mais opposer, ne serait-ce que sur le seul terrain possible aujourd'hui, celui de la propagande, la perspective de la guerre de classe contre le capitalisme aux appels à l'union nationale et au soutien à la guerre impérialiste, n'a rien d'abstrait! Sans doute est-ce une position qui ne peut être compréhensible par tous, si l'on en croit les sondages qui assurent que plus de 80% de la population soutient la politique gouvernementale d'intensification des bombardements en Syrie et d'imposition de l'état d'urgence en France.

Mais si les positions marxistes sont incomprises du plus grand nombre, ce n'est pas dû à une question de «langage», ni même à la toute-puissance de l'idéologie bourgeoise diffusée par tous les médias, tous les partis et toutes les organisations, y compris de «défense des travailleurs»; c'est dû au fait que le prolétariat n'a pas encore la force de dépasser les luttes d'escarmouche défensives pour se lancer dans la lutte de classe ouverte en s'organisant sur des bases classistes qui lui permettraient de résister au rouleau-compresseur de la propagande capitaliste.

Devons-nous en conclure qu'il faut renoncer à affirmer et diffuser des positions parce que dans la situation actuelle elles ne peuvent être comprises que par une petite minorité de prolétaires?

Il y a cent ans, après le honteux ralliement des partis socialistes à l'union nationale, des foules enivrées de propagande patriotique saluaient le départ des soldats aux cris de «A Berlin!», «Nach Paris!». Lorsque Karl Liebknecht fut arrêté après avoir diffusé tout seul à Berlin un tract affirmant «Notre premier ennemi est dans notre pays!», Lénine affirma: mieux vaut être seul avec Liebknecht que très nombreux avec ceux qui suivent le social-chauvin, parce que demain des millions se retrouveront sur les positions qu'il est seul à défendre aujourd'hui.

Il est d'autant plus indispensable de rappeler obstinément et de défendre envers et contre tous les positions marxistes correctes qui tracent les perspectives d'avenir, les perspectives des futurs affrontements de classe,

qu'elles sont ignorées, oubliées ou reniées. D'autre part sans cette boussole l'opposition aux politiques bourgeoises ne peut être qu'incomplète ou superficielle et même dans les périodes de forte tension comme celle qui a suivi les attentats, se transformer en un suivisme plus ou moins déguisé, comme nous allons le voir.

ABSENCE DE POSITION DE CLASSE À L'«EXTRÊME-GAUCHE»

Les premières réactions des groupes d'extrême-gauche dénonçaient justement les appels à l'union nationale lancés par le gouvernement et les interventions militaires impérialistes, allant même parfois jusqu'à avancer le mot d'ordre de «retrait des troupes françaises de tous les pays où elles sont présentes, en particulier en Syrie, en Irak, en Afrique» (communiqué du NPA, 14/11/2015).

L'éditorial de Lutte Ouvrière du 18/11, intitulé «Quand la barbarie du monde nous rattrape» était, lui, particulièrement flou. Dénonçant, mais de manière vague, la responsabilité des «dirigeants des pays impérialistes» ou des «grands puissances» dans la situation au Moyen-Orient et le développement du terrorisme, il disait: «La France ne peut pas être un îlot de sécurité et de paix dans un océan de misère et de guerres».

Comme si l'impérialisme français n'avait pas une responsabilité **directe** dans cette misère et ces guerres – dont il est au moins l'un des auteurs principaux (que l'on songe seulement à la Libye!) et où il trouve une source très appréciable de profits –, et qu'il s'agissait seulement d'une sorte de contagion! La «barbarie» n'est pas dans le monde extérieur à la France; elle est dans la France impérialiste, elle est dans les rapports sociaux existants, dans le mode de production dominant et l'appareil d'Etat bourgeois qui le protège et permet ses exactions à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières.

La «Déclaration unitaire» du 23/11 (signée entre autres du NPA, de la CNT, d'Alternative Libertaire, du PCOF et de Voie Prolétarienne et à «la démarche» de laquelle LO s'était «associée»), sans aller jusqu'à demander le retrait des troupes françaises, était un peu plus précise dans la critique des interventions militaires de l'Etat français, de la «surenchère va-t-en-guerre» et dans l'opposition aux «mesures sécuritaires» pri-

d'un pays qui le bombarde. Elles sont en réalité des mesures préventives et qui se veulent dissuasives, contre l'explosion des tensions sociales qui ne cessent de s'accumuler au sein de la société capitaliste. Les djihadistes qui commettent des attentats au nom de l'Etat Islamique, d'Al Quaida ou autre, sont le produit de ces tensions dont ils expriment la force explosive de manière réactionnaire et suicidaire, leur situation de marginalisation sociale les conduisant à être attirés par des organisations bourgeoises islamistes et leur idéologie religieuse. Dans une autre situation, la violence exprimée y compris par ces éléments déclassés pourrait servir à la lutte révolutionnaire, mais à la condition d'être orientée, encadrée et disciplinée par des organisations de classe; sinon ce sont les forces bourgeoises qui l'utiliseront directement contre le prolétariat.

Quoi qu'il en soit, c'est l'ébranlement de la paix civile interne, de la paix sociale, autrement dit la fin de la passivité résignée du prolétariat, que redoute au plus haut point la classe dominante et qui lui font adopter des mesures répressives préventives (8). Que la révision constitutionnelle

soit ou non votée, que l'état d'urgence soit ou non indéfiniment prolongé, la bourgeoisie et ses laquais auront toujours recours aux mesures d'exception, aux lois d'urgence, pour défendre le capitalisme, non face aux ennemis de l'extérieur, mais face à l'**ennemi intérieur** infiniment plus dangereux pour eux.

Les prolétaires conscients et les militants d'avant-garde doivent le comprendre: la réponse aux états d'urgence bourgeois ne consiste pas à mêler sa voix aux pleurnicheries démocratiques, mais à préparer, dans la mesure, malheureusement très limitée de ce qu'il est possible de faire aujourd'hui, les conditions de la future émergence de la lutte révolutionnaire totalitaire du prolétariat mondial!

(1) En fait 3 députés Verts (sur 18) ont voté contre et 3 députés PS (sur 271); les députés de tous les autres groupes, y compris ceux du Front de Gauche, ont voté à l'unanimité l'extension de 3 mois de l'état d'urgence. Au Sénat, 11 élus PCF (sur 20) se sont abstenus ainsi qu'une sénatrice écolog

giste (sur 10), personne n'a voté contre.

(2) cf «L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine», *Le Mouvement Social* n°218.

(3) L'«Appel du Bureau Politique du PCF» publié le 13 mai demandait à ses militants de prendre contact avec «le Parti Socialiste et tous les partis et groupements républicains» «en vue d'engager l'action commune des forces ouvrières et antifascistes pour imposer le respect de la légalité aux généraux factieux» et «défendre la République et la liberté». cf *L'Humanité*, 13/5/58, sur Gallica.fr. Dans les faits cette action commune se réduisit à voter l'instauration de l'état d'urgence, confiant au gouvernement du démocrate chrétien Pflimlin et à la police le soin de lutter contre les «factieux». Deux semaines plus tard Pflimlin céda tranquillement la place à de Gaulle. Une fois de plus l'antifascisme démocratique venait de montrer qu'il était au service des institutions de l'ordre établi bourgeois.

(4) Voir le dossier «Etat d'urgence» à: http://udas.org/Dossiers/Etat_urgence/05-11-14%20Etat_d'urgence.htm

(5) cf *Libération*, 6/1/2015.

(6) On peut lire cet appel par exemple à:

<http://rebeyon.info/Rassemblement-manifestation-contre-l-etat>

(7) L'ancien trotskyste et Premier secrétaire du PS, Cambadélis, souhaitant une «concorde nationale» comme en 1914, a affirmé: «Nous entrons dans les années de sang, il y aura des morts, il faut que tout le monde en soit conscient» cf <https://fr.news.yahoo.com/cambad%C3%A9lis-entrons-ann%C3%A9es-sang-083029028.html>. Il parlait de la lutte contre Daech, mais l'avertissement vaut aussi pour les prolétaires.

(8) Un «spécialiste de l'Islam», parlant des djihadistes qui selon lui «demain se battront sous une autre bannière», explique bien la crainte de la bourgeoisie: «Le problème essentiel pour la France n'est donc pas le califat du désert syrien, qui s'évaporerait tôt ou tard comme un vieux mirage devenu cauchemar, le problème, c'est la révolte de ces jeunes. Et la vraie question est de savoir ce que représentent ces jeunes, s'ils sont l'avant-garde d'une guerre à venir ou au contraire les ratés d'un borborygme de l'Histoire». cf http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html

ses par le gouvernement. Elle disait aussi: «Sur le plan intérieur, nous opposons à la logique de l'escalade guerrière, celle de la solidarité, et nous appelons à ce que les mobilisations sociales se poursuivent. Nous nous opposons aux annulations de manifestations décrétées par les pouvoirs publics et nous appelons les organisations du mouvement social à maintenir leur calendrier de mobilisation. L'«union nationale» qu'on cherche à nous imposer est une manière de faire taire la lutte sociale, ce que nous refusons et dénonçons. L'extrémisme religieux doit être combattu, quelles qu'en soient les formes, mais cela ne peut se faire ni en rognant les libertés de toutes et tous, ni en stigmatisant une partie de la population en raison de ses origines ou de sa religion».

Ce qui manque complètement dans cette déclaration comme dans les précédentes, c'est une **position de classe** et, sinon un appel ouvert à la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, du moins un rappel clair de sa nécessité, à l'instar de ce que faisait Lénine dans une situation où les bolcheviks étaient beaucoup plus isolés et apparemment plus réduits à l'impuissance que les militants révolutionnaires actuels. On y trouve seulement un appel... aux organisations collaborationnistes pour qu'elles maintiennent leur «mobilisation»! C'est ce qui s'appelle être concret... Bien évidemment ces dernières ont été trop heureuses d'abandonner leurs simulacres de mobilisation au nom du respect de la loi et l'ordre...

La déclaration unitaire affirme aussi que «l'extrémisme religieux doit être combattu» – ce qui n'est pas contestable –, mais elle ne parle pas de combattre l'Etat français et l'impérialisme, alors même qu'elle les estime «en partie responsables de la situation actuelle». Ajouter seulement, comme elle le fait, des réserves sur la façon dont doit se mener ce combat, revient en définitive à l'approuver, autrement dit à s'aligner dans le sens général de la politique gouvernementale, et donc à se ranger, de facto, dans le même front de guerre que l'impérialisme français.

Nous pouvons en trouver une confirmation dans la référence aux «révolutionnaires» du PKK luttant «en première ligne face à la sauvagerie organisée par Daech» vis-à-vis desquels l'Etat français «ne bougerait pas le petit doigt» pour les retirer de la liste des organisations terroristes.

Nous reviendrons plus loin sur le PKK; ce que nous voulons souligner ici, c'est que la perspective prolétarienne véritable ne peut pas être de se ranger, même avec toutes les réserves que l'on voudra, derrière l'Etat bourgeois pour combattre ou se protéger contre «l'Etat Islamique», mais de se placer sur une position de lutte de classe **indépendante** et opposée à **tous** les fronts bourgeois; autrement dit d'opposer la lutte de classe aux

guerres bourgeoises et au capitalisme en général.

Parler, comme le fait la déclaration, d'opposer une «logique» de «solidarité» à la «logique de l'escalade guerrière» sans plus de précision (à part la solidarité avec les migrants), n'est rien d'autre qu'une phrase creuse débitée pour camoufler le refus de prendre des positions anticapitalistes claires: quand les bourgeois veulent enrôler les prolétaires dans leur guerre au terrorisme, il ne faut pas tergiverser, mais répondre par la réaffirmation de la guerre au capitalisme!

BELLICISME LIBERTAIRE

Si l'on peut et doit critiquer la Déclaration unitaire davantage pour ce qu'elle ne dit pas que pour ce qu'elle dit, d'autres forces n'ont pas la même pudeur ou la même hypocrisie. Laissant de côté les tristes souverainistes néo-staliniens du PRCF et cie qui appellent ouvertement à une alliance militaire avec le sanglant régime de Bachar Al Assad (2), nous en trouvons un exemple dans le regroupement libertaire «Regroupement Révolutionnaire Caennais».

Celui-ci a diffusé après les attentats un tract qui a eu un certain écho au niveau national (3), en fait parce qu'il exprimait des positions partagées par beaucoup. Voulant s'opposer aux conséquences prévisibles des tueries, il négligeait complètement d'indiquer qu'en dernière analyse le système capitaliste et sa politique impérialiste en étaient la cause. Mais le pire était que voulant s'opposer à l'union nationale et à la campagne militariste promues par le gouvernement, il y tombait en plein dedans! Le tract se terminait par un appel aux dons pour acheter des armes pour les Kurdes:

«Eh oui, on arrête pas l'Etat Islamique seulement avec des idées et des alternatives sociales, faut aussi des balles. Vous trouverez des coordonnées bancaires où envoyer de l'argent sur notre site. faites-le, l'Etat français le fera pas à votre place, il a pas envoyé un seul mortier là-bas (ça fâcherait l'Etat turc avec qui y a du business à faire)».

Depuis que ce tract a vu le jour, non seulement l'Etat français a, de concert avec les Américains, intensifié ses bombardements contre l'Etat Islamique et fourni du matériel militaire aux Kurdes, mais Hollande a fait une tournée des capitalistes impérialistes pour tenter de mettre sur pied une grande alliance impérialiste contre celui-ci! Face à cette détermination et cette puissance militaires, que valent les quelques dizaines d'euros collectés «pendant des mois dans les rues de Caen»? S'ils étaient conséquents, nos libertaires devraient s'engager dans l'armée française ou au moins la soutenir, elle est militairement autrement plus efficace contre l'Etat Islamique! En effet faire des quêtes pour aider le combat des YPG, c'est s'inté-

grer, à son petit niveau, dans la coalition impérialiste, c'est contribuer au climat guerrier bourgeois

C'est là la conséquence désastreuse d'une position d'une grande partie de la soi-disant «extrême gauche» qui soutient un des camps bourgeois en lutte en Syrie, faute d'avoir une position de classe.

LES MILICES KURDES, SUPPLÉTIFS DE L'IMPÉRIALISME

Il n'y a pas de doute que le camp des milices kurdes du PKK-YPG dont la propagande reprend tous les thèmes de la démocratie bourgeoise, paraît plus sympathique que celui de l'EI qui fait étalage de sa cruauté; mais il reste un camp **bourgeois**.

Ces milices, dont le but est d'asseoir leur pouvoir sur le territoire qu'elles contrôlent et si possible de l'étendre aux dépens des autres forces présentes sur le terrain, rebelles ou non, ont cherché pendant des mois à se faire reconnaître par l'impérialisme. Elles ont finalement réussi à être militairement intégrées dans la coalition impérialiste dirigée par les Etats-Unis, au point d'être considérées par eux comme étant pratiquement les seules forces sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer sur le terrain.

Ce sont les bombardements US qui ont été le facteur décisif pour faire échouer l'EI à Kobané, c'est l'aviation américaine qui a permis les succès des YPG au début de l'été dernier: elles ont pris en juin 2015 une ville frontière (Tall Abyad) avec la Turquie grâce à ses bombardements. En juillet les YPG ont combattu aux côtés des soldats de Bachar El Assad dans le nord-est du pays, à Hassaké; les rebelles islamiques qui combattent le régime ont, soutenus par la Turquie, accusé les YPG de nettoyage ethnique, ce que ses dernières ont démenti. Mais ces accusations ont été reprises par Amnesty International, qui a même parlé de «crimes de guerre» commis par l'administration des YPG qui contrôle ce territoire qu'elles viennent de conquérir

En octobre les responsables gouvernementaux russes ont reçu des dirigeants des YPG qui avaient approuvé l'intervention militaire russe, et une représentation officielle du mouvement a été ouverte à Moscou. Dès lors une coordination s'est établie entre l'aviation russe et les combattants du PKK/YPG; au moment où nous écrivons, ces derniers sont prêts avec son aide de couper l'axe stratégique qui, depuis la frontière turque, alimente les forces rebelles encerclées par le régime à Alep. En représailles, l'armée turque a bombardé des positions kurdes en Syrie et menacé d'une intervention armée directe dans le pays, suscitant la condamnation des Etats-Unis, mais aussi de la France.

Pour les grands impérialismes, comme pour le pouvoir de Damas, ces milices kurdes

du PKK/YPG sont un pion important à utiliser. Des supplétifs de tel ou tel impérialisme, voilà ceux que les libertaires de Caen soutiennent et que d'autres présentent même comme des révolutionnaires (4)!

Certes ces anars ont raison de dire que pour combattre l'EI, il faut des armes; mais pour combattre l'impérialisme, français en particulier, que faut-il? Et d'ailleurs faut-il le combattre?

Ils n'en disent rien. Mais le problème posé par les attentats de novembre n'est pas de savoir comment combattre l'Etat Islamiste et si la méthode et les moyens utilisés par l'impérialisme, français ou autre, sont insuffisants ou adaptés, ou si au contraire, comme prétendent les démocrates, ils risquent de le renforcer. Les prolétaires doivent combattre toutes les guerres impérialistes, quels qu'en soient les prétextes et quelles qu'en soient les cibles. L'impérialisme est l'ennemi suprême et implacable des exploités et des opprimés de tous les pays; soutenir ou participer à ses guerres, même en croyant le faire de manière complètement autonome ou «critique», ne peut que le renforcer, c'est-à-dire renforcer la domination capitaliste sur les prolétaires.

La position marxiste, de classe, énoncée par Liebknecht il y a un siècle et valable pour les prolétaires du monde entier, est: **notre premier ennemi est dans notre pays!** C'est «notre» capitalisme, «notre» impérialisme;

(Suite en page 4)

LA SYRIE DANS LA PERSPECTIVE MARXISTE. De la colonisation française à la guerre civile.

(Brochure "le prolétaire", Mars 2015, format A5, 68 pages, Prix : 2 €)

- **Introduction**
- **Première partie :**
 - La domination sanglante de l'impérialisme français
 - La domination française
 - La Syrie indépendante
 - L'économie syrienne
 - Quelques chiffres économiques de la Syrie
- **Deuxième partie :**
 - Non à la mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan!
 - A bas la guerre impérialiste en Irak et en Syrie !
 - Nouveau massacre en Syrie après d'autres, avec des armes chimiques ou conventionnelles: les impérialistes attendent l'occasion pour intervenir et ramener la paix... des cimetières. Seule la reprise de la lutte de classe révolutionnaire pourra les arrêter et les vaincre !
 - La révolte atteint la Syrie : le régime répond par des massacres !

Au sujet de quelques réactions aux attentats de novembre

(Suite de la page 3)

c'est celui-là qu'il faudra abattre d'abord et c'est celui-là que nous pouvons et devons combattre en priorité dès aujourd'hui, ou au minimum dénoncer pour ce qu'il est. Toute victoire, même partielle et momentanée de la lutte de classe prolétarienne contre lui, renforce les prolétaires des autres pays; en même temps elle isole et affaiblit les forces réactionnaires, islamistes ou non, qui attirent des jeunes déboussolés dans leur sanglante impasse.

Le regain militariste qui a suivi les attentats de novembre et l'aggravation de la situation en Syrie, est un signe supplémentaire que le capitalisme conduit à une guerre générale, impliquant directement les grandes puissances. Bien qu'inexorablement dictée par les lois du capitalisme et dépendant en grande partie du rythme et de l'intensité des crises économiques, cette perspective n'est pas encore immédiate.

Les grands centres bourgeois commencent cependant à s'y préparer; pour préparer les prolétaires à y répondre de manière classiste, il est nécessaire de dénoncer et de combattre les faux révolutionnaires qui, dès aujourd'hui, se rangent dans un camp bourgeois ou qui s'alignent sur les positions pacifistes et démocratiques, toujours en définitive anti-prolétariennes: demain ils se mettront directement au service de la bourgeoisie pour pousser le prolétariat dans la guerre

(1) cf *Ni Patries ni Frontières* n°52-53, Décembre 2015, où se trouvent diverses prises de positions.

(2) cf communiqué de la JRCF du 3/11/2015: «Le gouvernement français doit apporter son soutien diplomatique à la République Arabe Syrienne, laïque, et à la coalition nationale qui se bat sous son drapeau afin d'endiguer et enfin détruire l'Etat Islamique!» et le communiqué du PRCF du 19/11/15 «Concernant la manière de combattre Daesh en Syrie, le PRCF souhaite ardemment que ce foyer pestilentiel de mort et de haine soit détruit et extirpé, ainsi que les pseudo-«terroristes modérés» (sic) d'Al Nosra liés à Al Qaida. Mais (...) l'intervention n'aura de légitimité que si elle est strictement cadrée par le droit international, sous mandat strict de l'ONU et en intégrant à la coalition comme un acteur incontournable et central l'armée régulière syrienne relevant d'un Etat souverain et laïque».

(3) cf <http://rrcaen.neowordpress.fr/2015/11/20/attentats-de-paris-quelques-consequences-previsibles-2/>

Ils publient aussi sur leur site un texte de responsables trotskystes critiquant implicitement le communiqué officiel du NPA dont nous parlons ci-dessus pour sa trop grande opposition au militarisme impérialiste: «Les Kurdes comme les démocrates syriens ont demandé et demandent une aide sanitaire et militaire y compris [sic] A qui d'autre le demandent-ils? aux gouvernements occidentaux. Il faut la leur donner. (...) Aucune hésitation à les aider et à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils répondent aux appels qu'ils lancent».

(4) C'est ainsi que la «Déclaration unitaire» que nous avons citée plus haut appelle les militants du PKK, le tract de Caen évoquant seulement une «alternative démocratique» que ces militants «essaient de construire» et de leur «résistance sociale et féministe». Pas question d'une alternative prolétarienne et socialiste! Quant au «féminisme», pour autant que nous le sachions, il semble se limiter à la participation de femmes au combat (ce qui existe aussi du côté de l'EI) et à l'interdiction, cet été, de la polygamie.

L'économie mondiale sur un baril de poudre

(Suite de la page 1)

te Deutsche Bank qui n'arrive pas à se sortir de ses difficultés, jusqu'aux petites banques régionales.

L'INTERMINABLE CHUTE DE L'OR NOIR ...

Dans les premiers mois de 2015, la baisse du prix de l'«or noir» s'était arrêtée et elle avait laissé la place à une (petite) hausse. Mais ce n'était qu'un répit temporaire pour les sociétés pétrolières et les pays producteurs de pétrole. La baisse a repris de plus belle, surtout à partir de l'été, et elle s'est accélérée dans la dernière période. Fin janvier le prix du «baril» de pétrole passait sous les 30 dollars, ce qui représente une chute de près de 80% de son prix par rapport au niveau record de 140 dollars qu'il avait atteint en 2008, avant le déclenchement de la crise qui avait provoqué l'effondrement de son prix. Il avait ensuite remonté pour arriver à 115 dollars en juin 2014.

Après avoir connu une petite hausse début février, il rechutait peu après, faisant dire à un spécialiste du secteur qu'à cause de cette baisse du baril de pétrole, l'économie mondiale se trouvait sur... un baril de poudre (3)!

La baisse du prix de l'énergie et, plus généralement le prix des matières premières, est toujours recherchée avec avidité par le capitalisme; elle signifie en effet une baisse de ses dépenses et donc une hausse potentielle de ses profits, constituant donc un remède au moins partiel à la baisse tendancielle du taux de profit qui pèse inexorablement sur lui.

Mais une baisse aussi brutale désorganise l'économie mondiale en plongeant dans une grave crise, comme nous allons le voir, les pays producteurs qui représentent aussi un marché important pour le capitalisme.

... ET CELLE DES AUTRES MATIÈRES PREMIÈRES ...

Le prix des autres matières premières, industrielles ou agricoles a continué lui aussi à baisser (-16,37% pour les matières premières agricoles sur un an). Le «Bloomberg commodity index» indice de référence qui cumule les cours de 22 matières premières est tombé à un niveau inconnu depuis 1999.

Jusqu'il y a peu, les dirigeants des grands pays capitalistes, relayés par leurs médias, se félicitaient ouvertement de la chute des prix; c'était d'après eux une salubre bouffée d'oxygène à même de relancer une croissance économique anémique. Certains économistes continuent à prétendre que la baisse générale des cours n'est dû qu'à des causes conjoncturelles et ne reflètent pas l'état de l'économie. Mais cette baisse des prix des matières premières est bien le signe de la mauvaise santé de l'économie mondiale et pas seulement de difficultés limitées à la Chine (cette dernière a continué à acheter des matières premières pour profiter de la baisse des prix) ou d'une guerre du pétrole menée par l'Arabie Saoudite. Cette baisse des prix a un effet négatif immédiat sur les pays dont la production de matières premières est l'activité économique la plus importante, de la Russie au Venezuela, du Nigeria à l'Algérie, du Brésil à l'Afrique du Sud, etc.

... ANNONCENT LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Dès la fin de l'année dernière le ralentissement de l'industrie mondiale se faisait jour au point que certains analystes commençaient à parler d'une «légère récession industrielle mondiale» (4).

Tout en baissant ses prévisions pour 2016, le FMI continuait à la fin de l'année de prévoir une croissance économique; mais il

avertissait cependant que l'économie mondiale risquait de «dérailler».

En février l'OCDE, révisant à la baisse ses prévisions par rapport à ses précédentes publiées en novembre, lançait un «cri d'alarme» sur l'économie mondiale; elle continuait cependant de prévoir elle aussi une poursuite de la croissance.

Il faut dire que ces organisations n'ont jamais prévu une récession; et elles ne peuvent pas le faire par crainte des répercussions de leurs prévisions qui sont scrutées par les financiers et les investisseurs: une prévision négative entraînerait des baisses à la bourse, occasionnant des pertes importantes pour certains investisseurs étatiques ou non. Elles sont donc obligées d'employer un langage contourné et diplomatique.

C'est dans cette catégorie que se rangent les prévisions de la Commission Européenne qui début février «confirmaient» la croissance de l'économie européenne, tout en annonçant que «les menaces extérieures s'accumulaient» (Chine) pouvant entraîner de «dures» répercussions.

Si nous sortons du monde feutré des prévisions économiques pour nous tourner vers les faits, le tableau se noircit aussitôt. Le «Baltic Dry Index», un indice du commerce maritime connu des seuls spécialistes avant que la crise de 2008 en fasse un signal de la chute du marché mondial, connaît un effondrement historique (niveau le plus bas depuis sa création il y a trente ans, en 1985), preuve incontestable du ralentissement du commerce international de marchandises. Prenons maintenant la production d'acier, indice toujours important de la marche de l'économie capitaliste; nous constatons dans tous les pays une baisse sensible: la production mondiale a baissé en 2015 de 2,8% par rapport à 2014. Les statistiques pour le mois de décembre (derniers chiffres connus) ont vu une accentuation de cette baisse en rythme annuel: de 10,5% aux Etats-Unis, de 4,5% au Japon, de 5,2% en Chine, de 3,3% en Russie, de 6,1% au Brésil, de 8,3% en Allemagne, de 12,2% en France, de 1,6% en Turquie et de... 34% en Grande-Bretagne! Parmi les pays européens, seules l'Espagne et l'Italie avaient vu leur production d'acier augmenter ce mois-là: de 3 et 2,4% respectivement. Parmi les grands pays producteurs, seules la Corée et surtout l'Inde ont vu une hausse de production (5).

TOUR D'HORIZON DE QUELQUES GRANDS PAYS CAPITALISTES

Jusqu'aux derniers mois les économistes croyaient que les Etats-Unis restaient encore le pays économiquement le plus «dynamique», le pays à la croissance la plus forte, quand bien même elle était poussive.

Forte de cette croyance la Fed (la Réserve Fédérale, la Banque centrale des Etats-Unis) avait, pour la première fois depuis la crise de 2008, relevé – légèrement – en décembre les taux d'intérêts qui étaient proches de zéro.

C'est ce qui se passe habituellement lors des reprises économiques qui suivent une crise; le relèvement des taux d'intérêts, c'est-à-dire le renchérissement du loyer de l'argent, a pour fonction d'éviter la surchauffe de l'économie qui conduit sûrement à la crise. Mettre fin à l'argent facile est aussi un moyen pour éviter, ou pour freiner, la formation de bulles spéculatives engendrées par les flots de capitaux qui se déversent sur les bourses à la recherche de placements rémunérateurs.

Malheureusement il s'est avéré que l'économie américaine était déjà en plein ralentissement: la décision de la Fed qui avait d'abord été saluée par les économistes, est maintenant unanimement critiquée comme intempestive: elle a contribué à étouffer la faible

croissance en lui retirant la drogue de l'argent facile et du bas coût de l'endettement. Par ailleurs elle a aussi contribué à la fuite des capitaux (six fois plus grande en 2015 qu'en 2014) qui, en quittant en masse les pays «émérgents» pour chercher refuge aux Etats-Unis, aggravent les difficultés financières de ces pays.

Les Etats-Unis ont enregistré de bons chiffres sur l'emploi; le taux de chômage est passé en dessous des 5% pour la première fois depuis février 2008, avant le déclenchement de la crise: 4,9% selon les chiffres publiés début février. Mais ce chiffre est trompeur: il est surtout dû à la baisse du «taux d'activité» qui est tombé au niveau le plus bas depuis une quarantaine d'années; des millions de chômeurs découragés ou non inscrits pour diverses raisons ont ainsi disparu des statistiques. D'autre part si on prend en compte les travailleurs à temps partiel, on arrive à un niveau de chômage réel de 9,9% (6).

Le PIB américain a cru en 2015 de 2,4% comme l'année précédente, mais en fait cette croissance s'est ralentie en fin d'année. Pour la première fois depuis 2009, les commandes à l'industrie ont baissé dans tous les secteurs, y compris dans l'automobile qui avait connu une très bonne année en raison des facilités de crédit; l'investissement est en baisse, ainsi que les exportations à cause de la hausse du dollar et le déficit du commerce extérieur s'est accru.

Cs mauvaises nouvelles ont accentué le marasme boursier mondial du début de l'année: si la locomotive de l'économie mondiale ralentit, qu'arrivera-t-il? C'est peut-être la raison pour laquelle les différentes institutions monétaires et financières continuent imperturbablement à pronostiquer la poursuite de la croissance...

Au Japon, les mesures du gouvernement Abe (les «abonomics»: 24 milliards d'euros de relance budgétaire, assouplissement monétaire et réformes structurelles) ont été incapables de relancer la machine économique; après une légère hausse au troisième trimestre 2015, le PIB s'est contracté au quatrième trimestre (-1,4% en rythme annuel), en raison du recul du marché intérieur et de la baisse des exportations: celles-ci ont reculé de 8% en décembre en rythme annuel et la production industrielle a baissé de 1,7%.

La Banque centrale a répondu à cette situation par une création monétaire (627 milliards d'euros ont été injectés sur les marchés) et dernièrement par des taux négatifs des emprunts d'Etat. Mais contrairement aux attentes cette politique n'a pas empêché la baisse de la bourse et une hausse du yen, après, il est vrai qu'il ait baissé de 35% par rapport au dollar sur l'année 2015.

Le très fort endettement du pays (le Japon détient le record d'endettement des grands pays capitalistes, avec une dette souveraine équivalente à 240% du PIB) rend difficile une politique de relance économique par des dépenses publiques, c'est-à-dire par une extension artificielle du marché intérieur (7).

* * *

Les pays européens ont bénéficié, comme les Etats-Unis, de la baisse des matières premières, mais aussi, pour ce qui est des pays de la zone euro, de la politique dite d'«assouplissement monétaire» (*quantitative easing*) de la Banque Centrale Européenne. Mais en dépit de cette formidable bouffée d'oxygène, la croissance économique des pays européens reste anémique.

Nous avons vu que la Commission Européenne annonce la consolidation de la reprise. Et en effet quelques relativement bons chiffres ont été enregistrés pour le PIB dans quelques pays, au premier plan l'Allemagne, et dans une situation différente, l'Espagne qui est encore très loin de revenir au niveau

d'avant la crise. Mais c'était avant que la tempête boursière ne jette le trouble sur l'état réel de l'économie.

Selon les dernières statistiques rendues publiques par eurostat en février, la production industrielle a fortement reculé dans la zone euro en décembre (-1%), après avoir baissé de 0,5% en novembre. Par pays nous avons pour le mois de décembre: Allemagne: -1,3%; Espagne: -0,2%; France: -1,7%; Italie: -0,7%; Grande Bretagne: -1,3% (8).

Les prévisions gouvernementales officielles dans les différents pays assurent cependant que la croissance économique est enfin à portée de main; mais ce n'est pas l'avis de la Banque Centrale Européenne: après les chutes des bourses du début d'année, pour enrayer un début de «panique» sur les marchés, la BCE a annoncé qu'elle ferait tout ce qu'elle pourrait pour maintenir la croissance: sous entendu se lancer s'il le faut à fond dans la création monétaire, même au risque de provoquer des bulles financières. Mesure désespérée qui témoigne de l'ampleur des difficultés...

LES PAYS «ÉMERGENTS» S'ENFONCENT DANS LA CRISE

Mais c'est dans les pays dits «émergents» que la situation apparaît franchement mauvaise.

Le **Nigéria**, premier producteur et exportateur de pétrole africain a été obligé de demander à la Banque Mondiale et autre un prêt de 3,5 milliards de dollars pour faire face à ses financiers tandis que l'**Azerbaïdjan** dont l'économie repose aussi sur le pétrole, a, lui, demandé le secours du FMI (des manifestations de protestation contre la hausse des prix et le chômage ont éclaté dans le pays).

En **Russie**, grand pays exportateur de pétrole et de gaz, la récession qui était déjà présente à la fin de l'année précédente, s'est accentuée en 2015 pour atteindre, selon les estimations, un recul autour de 4% du PIB sur l'année. Le gouvernement avait réussi à arrêter le plongeon du rouble du début de 2015, mais la baisse a repris de plus belle à partir de la fin de l'été, parallèlement à la baisse du prix du pétrole.

L'inflation s'est envolée pour atteindre les 15% sur l'année. Les salaires réels ont baissé en moyenne de 9% en 2015, après avoir déjà baissé de 4% en 2014; près de 40% des familles n'ont pas de moyens suffisants pour se nourrir et s'habiller correctement et plus de deux millions de personnes supplémentaires ont plongé dans la pauvreté (selon la définition officielle), pour atteindre un total de plus de 20 millions à la fin de l'année. Poutine a annoncé que «le pic de la crise» était passé, mais cela ne semble pas confirmé par les derniers chiffres: la production industrielle a baissé de 3,5% en rythme annuel en décembre (9).

Le **Brésil**, grand exportateur de matières premières (représentant plus de la moitié de ses exportations) a été durement touché par la baisse des prix de celles-ci. Il se débat dans les affres d'une crise économique qui est peut-être la plus grave depuis 70 ans (certains économistes disent: depuis 1901!). C'est elle qui est la cause première de la grave crise politique provoquée par des scandales de corruption qui entraîne une quasi-paralysie gouvernementale.

Des centaines de milliers de personnes, appartenant principalement aux couches petites-bourgeoises menacées de paupérisation par la crise, ont manifesté pour demander la démission de la présidente Dilma Rousseff. La baisse du PIB pour l'année 2015 est estimée avoir été de près de 4% et l'inflation officiellement de 10%. Après avoir soutenu artificiellement l'économie lors de la crise de 2008, les finances publiques sont dans une situation critique, le déficit du budget dépasse les 10%. Tous les économistes annoncent la poursuite de la récession en 2016. En décembre la production industrielle a baissé de près de 12%. Devant ces chiffres, les agences de notation ont relégué les emprunts brésiliens au rang de «junk bonds»

(emprunts poubelles).

Et derrière le géant brésilien, suit toute l'Amérique du sud. A commencer par le **Venezuela**, au bord du défaut de paiement, après avoir vu les revenus tirés de l'exportation du pétrole baisser de 97%: son PIB a chuté de 7,1% en 2015. Le président a pris en février des mesures d'«urgence économique», notamment l'augmentation de 6000% du prix de l'essence (qui restera cependant la moins chère du monde)! L'inflation a atteint les 140% pour l'année 2015, dont 254% pour les seuls produits alimentaires (10)! Le capitalisme vénézuélien affame la population pour payer ses dettes aux capitalistes internationaux....

L'**Argentine**, elle, a connu une récession plus modérée en 2015 avec une baisse de son PIB de 0,3% et une inflation de «seulement» 25%. La politique du nouveau gouvernement de droite qui a laissé la monnaie se dévaluer très fortement (près de 40% par rapport au dollar) va inévitablement augmenter encore l'inflation, alors que les mesures pour faciliter les exportations (essentiellement agricoles) vont se heurter à la dépression du marché mondial.

Selon un rapport de la CEPAL (Commission Economique Pour l'Amérique Latine) datant de juillet, c'est tout le continent qui est touché, à des degrés divers, par le «ralentissement» économique.

* * *

En Asie, le **géant indien** semble étranger aux difficultés économiques. La presse locale a salué avec enthousiasme les chiffres officiels de la croissance économique, qui placent le pays devant le rival chinois: 7,4% d'augmentation du PIB pour 2015, un record mondial! Mais les statistiques indiennes sont aussi peu fiables que les chinoises et beaucoup d'économistes doutent de la réalité de ce chiffre: «une grande partie de l'économie est en réalité en train de ralentir» affirme l'un d'entre eux (11).

Nous avons laissé la **Chine** pour la fin. Là-bas le ralentissement économique est officiellement nié par le gouvernement qui affirme que le PIB avait augmenté d'un tout petit moins que 7% en 2015, conformément à ce qu'il avait prévu; les journalistes qui osaient dire ou écrire le contraire sont traînés devant les tribunaux pour «diffusion de fausses nouvelles» ou contraints à d'humiliantes autocritiques publiques à la télévision.

Mais la réalité est incontournable; c'est elle qui explique la chute des bourses de Shanghai et Shenzhen ainsi que la dévaluation surprise de la monnaie chinoise pour relancer les exportations, qui ont provoqué une vague de panique dans les bourses mondiales. Malgré l'opacité des statistiques officielles, plusieurs indices laissent deviner que l'économie chinoise est en recul: baisse de la production d'acier, de ciment, baisse de la production d'électricité, baisse des importations et des exportations, etc. De nombreuses usines ferment (25% de faillites en plus en 2015), d'autres licencient ou prévoient des suppressions d'emploi à l'image de l'industrie charbonnière qui veut supprimer 100 000 emplois, baissent les salaires, etc.

Mais contrairement à ce que disent les médias, la Chine n'est pas la cause de la récession mondiale, même si les mauvaises nouvelles qui viennent de ce pays peuvent déclencher des tempêtes boursières. Le ralentissement de l'économie chinoise est l'effet et non la cause de la crise capitaliste mondiale dont la racine est l'engorgement du marché international face à la **surproduction** de marchandises (qu'elles soient fabriquées en Chine ou ailleurs)..

Le capitalisme mondial se dirige à nouveau vers une crise économique, ou plutôt, il est **déjà** entré dans cette crise, 8 ans après celle qui a éclaté en 2008.

Comme à l'habitude il ne connaît qu'un moyen pour en sortir: liquider les forces productives en surnombre, fermer les usines, jeter les travailleurs à la rue, accentuer la concurrence internationale pour éliminer les capitalistes les plus faibles.

Les tensions économiques se traduiront

aussi par une aggravation des affrontements militaires dans telle ou telle partie de la planète; de crise en crise, le monde capitaliste se dirige inexorablement vers une guerre mondiale, seul moyen radical d'éliminer la surproduction par les destructions massives, et de relancer ainsi un grand cycle de croissance économique.

Les prolétaires seront donc confrontés à un redoublement des attaques capitalistes. Dans tous les pays le seul moyen à leur disposition pour y faire face est la lutte de classe généralisée contre le capitalisme!

- (1) cf *Le Monde*, 10/2/2016
- (2) Ibidem
- (3) AFP, 25/1/2016
- (4) cf *Le Monde*, 11/12/15.
- (5) cf <https://www.worldsteel.org/media-centre/press-releases/2016/>—World-

crude-steel-output-decreases-by—2.8—in-2015.html et <http://www.steelonthenet.com/production.html>

(6) cf *Le Monde*, 7-8/2/2016. Pour une analyse de la baisse des chiffres de la population active, voir «Beyond the numbers», dec. 2015, US Bureau of Labor statistics.

(7) cf *Le Monde*, 26/1/16 et 16/2/16.

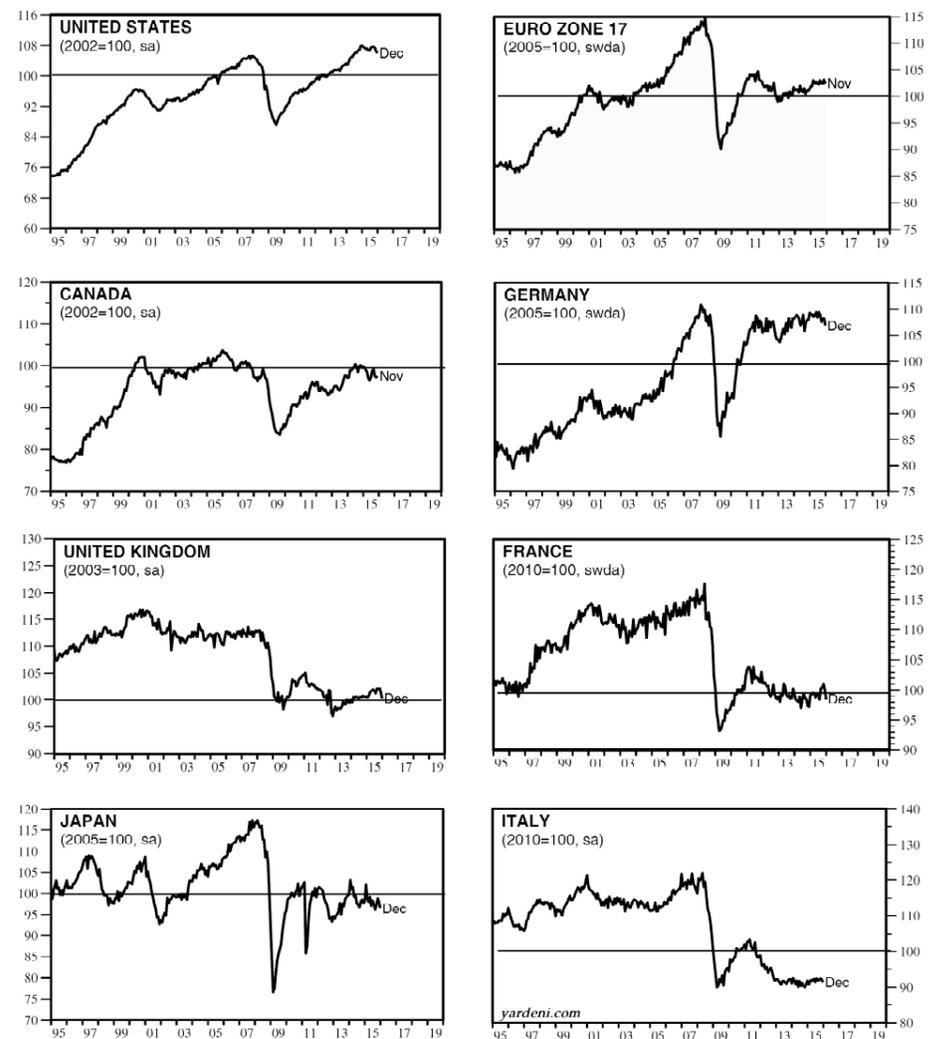
(8) cf https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/base_de_donnees/chiffres-cles-zone-euro/zoneeuro.pdf

(9) cf *Le Monde*, 21/1/16, *Challenges*, 4/2/16, *The Economist*, 6/2/16.

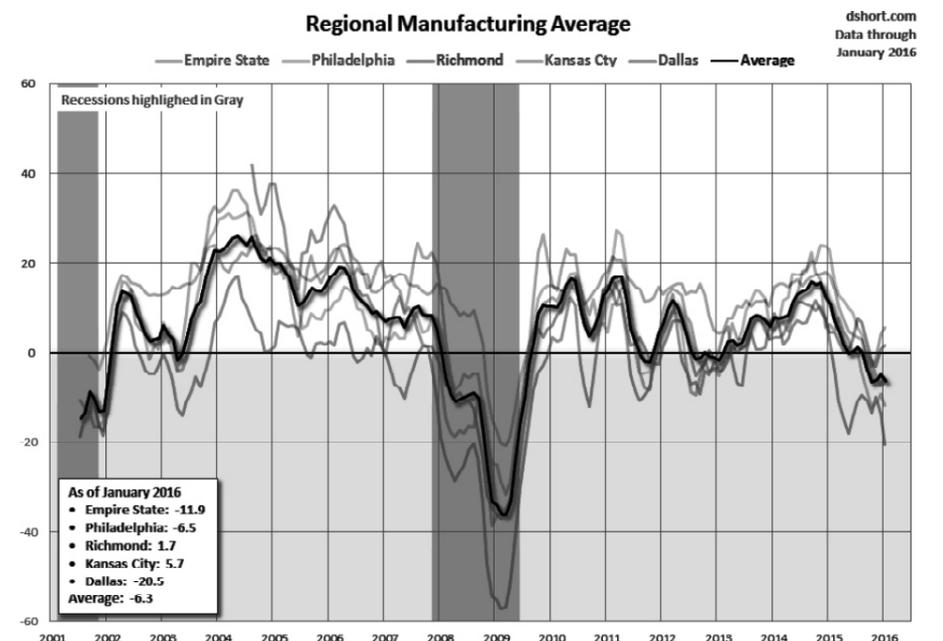
(10) cf <http://venezuelanalysis.com/news/11823>

(11) cf *International New York Times*, 9/2/16.

Production industrielle des pays du G7



Production manufacturière régionale aux Etats-Unis (New York, Philadelphie, Richmond, Kansas City, Dallas et leur moyenne en trait noir)



AMADEO BORDIGA

PARTI ET ACTION DE CLASSE (1)

(Suite de la page 1)

l'ancien régime. Il ne s'agira pas en effet d'utiliser la formation professionnelle des meilleurs ouvriers pour remplacer, entreprise par entreprise, la compétence technique précédemment fournie par le capitaliste ou par les éléments qui lui étaient étroitement liés, et éliminer ainsi leur contribution. Il s'agira de pouvoir affronter des tâches de nature beaucoup plus synthétique, exigeant une formation à la fois politique, administrative et militaire; une telle formation, correspondant exactement aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne, ne peut être garantie que par un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision historique générale du processus révolutionnaire et de ses exigences, et d'autre part une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les fonctions particulières au but général de la classe.

Un parti est un ensemble de personnes ayant la même vision générale du développement historique, une conception précise du but final de la classe qu'elles représentent, et possédant par avance un système de solutions des divers problèmes que le prolétariat aura à affronter lorsqu'il sera devenu classe dominante. C'est pourquoi le gouvernement de classe ne pourra être qu'un gouvernement de parti. En nous contentant de rappeler brièvement ces considérations qu'une étude même superficielle de la révolution russe rend tout à fait évidentes, nous parlerons maintenant de la phase antérieure à la prise du pouvoir, pour démontrer que l'action révolutionnaire de classe contre le pouvoir bourgeois ne peut être, elle aussi, qu'une action de parti.

Il est tout d'abord évident que le prolétariat ne serait pas mûr pour affronter les problèmes extrêmement ardues de la période de sa dictature si l'organe indispensable pour les résoudre, le parti, n'avait pas commencé longtemps auparavant à constituer son corps de doctrines et d'expériences.

Mais même pour les besoins directs de la lutte qui doit culminer dans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, le parti est l'organe indispensable de toute l'action de la classe. Logiquement, on ne peut même pas parler d'une véritable action de classe (c'est-à-dire d'une action dépassant les limites des intérêts catégoriels ou des petits problèmes contingents) quand on n'est pas en présence d'une action de parti.

* * *

Dans ses termes généraux, la tâche du parti prolétarien dans le processus historique se présente de la façon suivante.

A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme sont ressentis comme intolérables par les prolétaires, et poussent ceux-ci à tenter de les dépasser. Au travers de vicissitudes complexes, les victimes de ces rapports sont amenées à constater l'insuffisance des moyens individuels dans cette lutte instinctive contre les souffrances et les privations communes à un grand nombre d'individus, et à expérimenter des formes d'action collective, pour augmenter par l'association le poids de leur influence sur la situation sociale qui leur est faite.

Mais la succession de ces expériences, qui jalonnent tout le développement de l'actuelle forme sociale capitaliste, conduit à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts par delà toutes les limites locales, nationales et professionnelles, et tant

qu'ils ne les auront pas dirigés vers un objectif général et intégral qui se concrétise dans le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie - car tant que les structures politiques actuelles seront debout, leur fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans les mouvements de leurs camarades de classe et qui, par la critique de leurs efforts, des résultats obtenus, des erreurs et des déceptions, en amènent un nombre toujours croissant sur le terrain de cette lutte générale et finale qui est une lutte pour le pouvoir, une lutte politique, une lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente, tout d'abord, le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire finale résoudra le problème de leurs conditions de vie, en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à affronter les privations et les sacrifices inévitables de la lutte, en se mettant à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter, afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux manières, comme fait de conscience d'abord, et ensuite comme fait de volonté: la première se traduit dans une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents; la seconde dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action.

Naturellement ce renforcement des énergies de classe n'a jamais été et ne peut être un processus continu excluant tout recul. Il y a des arrêts, des retours en arrière, des perturbations, et les partis prolétaires perdent bien souvent les caractères essentiels qui s'étaient peu à peu formés, et du même coup la capacité à réaliser leurs tâches historiques.

En général, sous l'influence même de phénomènes particuliers du monde capitaliste, les partis abandonnent souvent leur fonction principale qui est de concentrer toutes les poussées provenant du mouvement des différents groupes et de les canaliser vers le but final et unique de la révolution; ils se limitent à les assister dans leurs recherches de solutions et de satisfactions plus immédiates et transitoires, dégénéralant ainsi sur le plan doctrinal et pratique jusqu'à admettre que le prolétariat puisse trouver des conditions d'utile équilibre dans le cadre du régime capitaliste, et à se donner pour but de leur politique des objectifs partiels et contingents, glissant ainsi sur la pente de la collaboration de classe.

Ces phénomènes de dégénérescence, qui ont atteint leur sommet avec la grande guerre mondiale, ont été suivis d'une période de saine réaction: les partis de classe s'inspirant des directives révolutionnaires - les seuls qui soient véritablement des partis de classe - se sont reconstitués partout et s'organisent dans la IIIe Internationale, dont la doctrine et l'action sont explicitement révolutionnaires et «maximalistes».

On voit ainsi reprendre autour des partis communistes, et dans une phase que tout permet de supposer décisive, le mouvement d'unification révolutionnaire des masses et d'encadrement de leurs forces pour les actions révolutionnaires finales. Mais encore une fois, loin d'avoir la simplicité immédiate d'une règle, ce processus pose de difficiles problèmes de tactique, il n'exclut pas les succès partiels même graves, et suscite des questions qui passionnent au plus

haut point les militants de l'organisation révolutionnaire mondiale.

* * *

Maintenant qu'elle a reconstitué le cadre de sa doctrine, la nouvelle Internationale a encore à tracer un plan général de ses méthodes tactiques. Le mouvement communiste des différents pays s'interroge sur une série de points, et les questions tactiques sont à l'ordre du jour. Une fois établi que le parti politique est l'organe indispensable de la révolution, une fois mis hors de discussion, avec les résolutions théoriques du deuxième congrès mondial qui forment le point de départ de l'article précédent, que le parti ne peut être qu'une fraction de la classe, il reste à savoir plus précisément quelle extension doit avoir l'organisation du parti, quels rapports il doit y avoir entre ses propres effectifs et les masses qu'il encadre.

Il existe - du moins on le dit - une tendance qui voudrait avoir des «petits partis» parfaitement purs, et qui se complairait presque à fuir le contact des grandes masses, accusées d'avoir peu de conscience et de capacités révolutionnaires. Cette tendance est vivement critiquée et elle est définie comme un «opportunisme de gauche». La formule nous semble plus démagogique que fondée, car elle devrait plutôt être réservée aux courants qui nient la fonction du parti politique et qui prétendent qu'on peut avoir un large encadrement révolutionnaire des masses dans des formes d'organisation purement économiques, purement syndicales.

Il s'agit donc d'examiner un peu plus à fond cette question des rapports du parti avec la masse. Le parti est une fraction de la classe, c'est entendu, mais comment établir l'importance numérique de cette fraction? Nous pensons quant à nous que s'il est une preuve de volontarisme et donc d'«opportunisme» (désormais opportunisme veut dire hérésie) antimarxiste caractérisé, c'est de vouloir fixer a priori ce rapport numérique comme règle d'organisation, de vouloir établir que le parti communiste doit avoir dans ses rangs ou comme sympathisants un nombre de travailleurs qui soit supérieur ou inférieur à telle fraction donnée de la masse prolétarienne.

Vouloir juger le processus de formation des partis communistes, fait de scissions et de fusions, d'après un critère numérique, en taillant dans les partis trop nombreux et en ajoutant de force des morceaux aux partis trop petits, serait une erreur ridicule; ce serait ne pas comprendre, en effet, que ce sont des normes qualitatives et politiques qui doivent présider ce processus, et qu'il s'élabore en très grande partie au travers des répercussions dialectiques de l'histoire, échappant ainsi à une législation organisationnelle qui prétendrait passer les partis dans un moule pour qu'ils en sortent avec les dimensions considérées comme désirables et appropriées.

Ce que l'on peut prendre pour base indiscutable de cette discussion tactique, c'est qu'il est préférable que les partis soient le plus nombreux possible, et qu'ils réussissent à entraîner derrière eux les couches les plus larges des masses. Il n'y a personne parmi les communistes qui élève à la hauteur d'un principe le fait d'être peu nombreux et reclus dans la tour d'ivoire de la pureté. Il est indiscutable que la force numérique du parti et la ferveur du prolétariat rassemblé autour de celui-ci sont des conditions révolutionnaires favorables, des indices sûrs de la maturité du développement des énergies prolétaires, et il n'y a personne qui ne souhaite que les partis communistes progressent dans ce sens.

Il n'existe donc pas de rapport défini ni définissable entre les effectifs du parti et la grande masse des travailleurs. Etant bien entendu que le parti assume sa fonction en tant que minorité du prolétariat, il

serait byzantin de se demander si celle-ci doit être petite ou grande. Il est certain que lorsque les contradictions et les conflits internes du capitalisme, principale origine des tendances révolutionnaires, sont au début de leur développement, lorsque la révolution apparaît comme une perspective lointaine, le parti de classe, le parti communiste, ne peut être formé que de petits groupes de précurseurs possédant une capacité particulière à comprendre les perspectives de l'histoire, et que la partie des masses qui le comprennent et le suivent ne peut pas être très grande. Quand, au contraire, la crise révolutionnaire est près d'éclater, les rapports de production bourgeois devenant de plus en plus intolérables, le parti voit augmenter le nombre de ses adhérents, ainsi que son influence au sein du prolétariat.

Si l'époque actuelle est, comme tous les communistes en ont la certitude, une époque révolutionnaire, il s'ensuit que dans tous les pays nous devrions avoir des partis nombreux et exerçant une forte influence sur de vastes couches du prolétariat. Mais là où cela n'est pas encore réalisé en dépit des preuves indéniables de l'acuité de la crise et de l'imminence de son éclatement, les causes de cette déficience sont tellement complexes qu'il serait extrêmement léger d'en déduire que si le parti est trop petit et peu influent, il doit être artificiellement agrandi par l'adjonction d'autres partis ou fractions de partis dont les membres seraient liés aux masses.

Pour décider de l'opportunité d'accepter d'autres éléments dans les rangs de ce parti, ou au contraire d'amputer les partis pléthoriques d'une partie de leurs membres, on ne doit pas partir de considérations arithmétiques ni d'une puérile déception sur le plan numérique.

* * *

Mis à part le parti bolchevik russe, la formation des partis communistes en Europe et hors d'Europe s'est faite à un rythme très accéléré, car c'est à un rythme très accéléré que la guerre a ouvert les portes à la crise de régime. Les masses prolétaires ne peuvent se former une conscience politique sûre de façon graduelle; elles sont ballottées entre les exigences de l'action révolutionnaire comme par les vagues d'une mer démontée. D'autre part l'influence traditionnelle des méthodes social-démocrates persiste, et les partis social-démocrates eux-mêmes restent sur la scène pour saboter le processus de clarification pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

Dans les moments où le problème de l'issue de la crise atteint son maximum d'acuité et où le problème du pouvoir se pose aux masses, le jeu des social-démocrates devient terriblement évident, car devant le dilemme dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise, lorsqu'on ne peut plus éviter de choisir, ils choisissent la complicité avec la bourgeoisie. Mais lorsque, tout en mûrissant, la situation n'est pas encore arrivée à ce stade, une partie considérable des masses reste soumise à la vieille influence des social-traîtres. Et lorsque les chances de révolution ont l'air, ne serait-ce qu'en apparence, de diminuer, ou que la bourgeoisie commence à déployer des capacités de résistance inattendues, il est inévitable que les partis communistes perdent momentanément du terrain dans le domaine de l'organisation comme dans celui de l'encadrement des masses.

Etant donné l'instabilité de la situation actuelle, il se peut que nous assistions, dans le cadre général du sûr développement de l'Internationale révolutionnaire, à de telles fluctuations. S'il est indiscutable que la tactique communiste doit s'efforcer de faire face à ces circonstances défavorables, il est non moins certain qu'il serait absurde d'espérer les éliminer par des formules tactiques, tout comme il est exagéré de se laisser aller pour autant à des con-

clusions pessimistes.

Dans l'hypothèse abstraite d'un développement continu des énergies révolutionnaires des masses, le parti voit ses forces numériques et politiques augmenter de façon continue; il s'accroît quantitativement, tout en restant qualitativement égal à lui-même, le nombre des communistes ayant augmenté par rapport à celui des prolétaires. Dans la situation réelle, où les facteurs divers et continuellement changeants du milieu social agissent de façon complexe sur les dispositions des masses, il en va autrement: si le parti communiste est constitué par l'ensemble de ceux qui connaissent et comprennent les caractères du développement historique mieux que le reste de la masse, il n'en est pas moins lui-même un effet de ce développement. Il ne peut donc pas ne pas subir le contrecoup de ces alternatives et, bien qu'il agisse constamment comme un facteur d'accélération révolutionnaire, aucune méthode, aussi raffinée soit-elle, ne le met en mesure de forcer ou de renverser les situations dans leur essence fondamentale.

Mais le pire de tous les remèdes que l'on pourrait utiliser pour parer aux effets défavorables des situations serait d'intenter périodiquement un procès aux principes théoriques et organisationnels sur lesquels le parti est fondé, avec l'objectif de modifier l'étendue de sa zone de contact avec les masses. Dans les situations où les dispositions révolutionnaires des masses s'amoindrissent, ce que certains appellent porter le parti vers les masses équivaut bien souvent à dénaturer les caractères du parti, c'est-à-dire à le priver des qualités qui peuvent précisément en faire un catalyseur susceptible d'influencer les masses et de leur faire reprendre leur mouvement en avant.

Les conclusions que la doctrine et l'expérience historique permettent de formuler sur les caractères précis du processus révolutionnaire ne peuvent être qu'internationales et ne peuvent donc donner lieu qu'à des normes internationales. Dès lors que les partis communistes sont solidement fondés sur ces conclusions, il faut considérer leur physionomie organisation-

nelle comme établie, et comprendre que leur faculté d'attirer les masses et de leur donner toute leur puissance de classe dépend désormais de leur fidélité à une stricte discipline de programme et d'organisation interne.

Dès lors que le parti communiste est doté d'une conscience théorique, confirmée par les expériences internationales du mouvement, qui le prépare à affronter les exigences de la lutte révolutionnaire, il a la garantie que, même si les masses s'éloignent en partie de lui dans certaines phases de sa vie, il les aura autour de lui lorsque se poseront les problèmes révolutionnaires qui n'admettent pas d'autre solution que celle qui est inscrite dans son programme. Quand les exigences de l'action montreront la nécessité d'un appareil dirigeant centralisé et discipliné, le parti communiste, dont la constitution aura obéi à ces critères, viendra se mettre à la tête des masses en mouvement.

La conclusion que nous voulons en tirer, c'est que les critères sur lesquels on doit se fonder pour juger de l'efficacité

des partis communistes n'ont rien à voir avec un contrôle *a posteriori* de leurs forces numériques comparées à celles des autres partis qui se réclament du prolétariat. Ces critères ne peuvent consister que dans une définition exacte des bases théoriques du programme du parti, et de la rigide discipline interne de toutes ses organisations et de tous ses membres pour assurer l'utilisation du travail de tous au mieux des intérêts de la cause révolutionnaire.

Toute forme d'intervention dans la composition des partis qui ne découle pas logiquement de l'application précise de ces normes, ne mène qu'à des résultats illusoire; elle prive le parti de classe de sa principale force révolutionnaire, qui réside précisément dans la continuité doctrinale et organisationnelle de toute sa propagande et de toute son action, dans le fait d'avoir su «dire par avance» comment se présentera le processus de la lutte finale entre les classes, et de s'être donné le type d'organisation correspondant aux exigences de la phase décisive.

(A suivre)

Lénine

La propagande contre la guerre sans appel à l'action révolutionnaire ne peut que semer des illusions

Notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattaché les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des **guerres civiles**, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie.

Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe).

L'article de Lénine a été écrit pendant la première guerre mondiale; aujourd'hui il ne s'agit encore que de guerres «locales», ou d'«interventions militaires» que les gouvernements des grandes Etats mèneraient au nom de la «guerre contre le terrorisme». Tout en critiquant les interventions de ces Etats comme impérialistes, assez nombreux sont ceux qui estiment qu'en elle-même la guerre contre l'Etat islamiste est une guerre juste. Les arguments de Lénine ne sont donc pas hors sujet:

(...) Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'**impérialisme** est le degré suprême du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XXe siècle (...).

Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patro-

naux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces «potentats du capital», sous la forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière.

A la liberté de commerce et à la concurrence se sont substitués les tendances au monopole, à la conquête des terres pour y investir des capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations (...). Il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir pendant des années et même des dizaines d'années, la lutte armée des «grandes» puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature (1)

Malheureusement, l'échec de la vague révolutionnaire du début des années vingt du siècle dernier, a condamné l'humanité à subir pendant des dizaines d'années les guerres du capitalisme et aujourd'hui c'est encore à cette perspective qu'elle est confrontée, si elle ne réussit pas «à passer au socialisme».

L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le **pacifisme** et la propagande abstraite de la paix.

En régime capitaliste et particulièrement à son stade impérialiste les guerres sont **inévitables**. Mais par ailleurs les social-démocrates ne sauraient nier ni la valeur positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats morcelés, d'Etats capitalistes nationaux, ou encore de guerres **éventuelles** visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat **victorieux** dans sa lutte contre la bourgeoisie.

(...) A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'**action révolutionnaire** des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une **paix dite démocratique** sans une **série de révolutions** est profondément erronée (2)

LA GUERRE CIVILE CONTRE LA BOURGEOISIE EST LA SEULE GUERRE LÉGITIME

Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres; par conséquent le désarmement sera réalisé. Mais celui-là n'est pas socialiste qui espère la réalisation du socialisme **en dehors** de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est un pouvoir d'Etat qui s'appuie directement sur la **violence**. La violence, au XXe siècle - comme en général à l'époque de la civilisation - ce n'est pas le poing et ce n'est pas une trique; c'est l'armée. Inscrire le «désarmement» au programme, c'est donc dire de façon générale: nous sommes adversaires de l'emploi des armes. Il n'y a pas plus de marxisme là-dedans que si nous disions: nous ne voulons pas recourir à la violence!

(...) Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à se servir des armes, de posséder des armes, mériterait simplement d'être traitée en esclave. Nous ne pouvons pas, à moins de nous transformer en pacifistes bourgeois ou en opportunistes, nous ne pouvons pas oublier que nous vivons dans une société de classes et qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'autre issue pour nous que la lutte de classe et le renversement du pouvoir de la classe dominante.

Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais même la milice - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie. (...) L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne.

(...) Notre mot d'ordre doit être l'**armement du prolétariat** pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'**évolution objective** du militarisme capitaliste, et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et aucune façon avant.

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards **unique-**ment de l'épouvante et de l'horreur, la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire: la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence **une**

horreur sans fin.

Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société **une fin pleine d'horreur**, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de revendiquer le «désarmement» - ou plus précisément, rêver le désarmement - à une époque où de toute évidence, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir **la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste** (3).

(1) «Le socialisme et la guerre», (1915) Oeuvres, Tome 21, p. 309 et 310-311.

(2) «La conférence des sections à l'étranger du POSDR», Oeuvres, tome 21, pp 161-162. Rappelons qu'à l'époque le parti des bolcheviks s'appelait encore «social-démocrate»

(3) «A propos du mot d'ordre de désarmement» (octobre 1916), Oeuvres, tome 23, pp 105-107.

« Il Comunista »

Nr.140-141
Novembre 2015
Nell'interno

- No alla solidarietà nazionale. SI alla solidarietà di classe!
- Attentati a Parigi. Il capitalismo è il responsabile. Guerra di classe contro il capitalismo!
- Turchia: non le elezioni e gli appelli alla pace, ma solo la guerra di classe potrà mettere fine allo sfruttamento, all'oppressione e alla repressione!
- Siria. No all'intervento militare di qualsiasi imperialismo in qualsiasi parte del mondo! Per una opposizione di classe a ogni intervento militare imperialista!
- La Grecia ha dimostrato una volta di più che è impossibile lottare contro gli attacchi capitalisti attraverso la via elettorale e riformista
- Alcuni dati sulla Grecia e sul suo indebitamento
- Filo del tempo. Socialismo e nazione
- Introduzione all'opuscolo: «La Siria nella prospettiva marxista. Dalla colonizzazione francese alla guerra civile»
- Introduzione all'opuscolo: «Partito e «questione sindacale»»
- Spagna, uno sciopero esemplare. I lavoratori di Movistar dimostrano che è possibile lottare contro le condizioni di sfruttamento imposte dalla borghesia e non essere sconfitti se si utilizzano mezzi e metodi di classe!
- Il «nuovo» modello contrattuale peggiora le condizioni operaie più del «vecchio»
- Il potere della borghesia poggia unicamente sulla concorrenza degli operai fra di loro (F. Engels)

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Les prolétaires et l'«aide» de la France à la Grèce

Fin octobre Hollande est allé en visite officielle confirmer l'«aide» de la France à la Grèce. Accueilli chaleureusement par Tsipras et les députés de Syriza, il a même été fait docteur honoris causa de l'université d'Athènes! Dans un discours, il a adressé «un message de soutien au peuple grec», selon la presse: «*Je sais tous les efforts que le peuple grec a dû réaliser*».

Mais, menaçant, il a ajouté: «*l'en faudra d'autres pour qu'il puisse y avoir le succès*».

En effet les créanciers de la Grèce, France et Allemagne en tête, exigent que le gouvernement ne cesse pas ses attaques contre les prolétaires et les masses grecques, tout en refusant, pour l'instant au moins, un allègement de la dette qui étrangle l'économie du pays.

Tsipras a donc continué les attaques contre les retraites engagées par les gouvernements précédents (tout en essayant d'adoucir à la marge ces attaques, ce qui n'a pas eu l'heur de plaire aux créanciers).

Hollande n'était pas venu seulement pour dispenser de bonnes (ou moins bonnes) paroles. Il était accompagné d'une brochette de capitalistes français; ces derniers «**convoient**» en effet «*la manne des actifs publics*

grecs» (selon la formule du *Monde* du 24/10): les privatisations programmées devraient être l'occasion de juteuses affaires.

Mais il ne faut pas s'endormir: une «guerre larvée» se déroule à ce sujet avec les capitalistes allemands qui jusqu'ici ont été plus habiles que les Français. Ils ont notamment soufflé à Vinci, le premier investisseur étranger dans le BTP, les 14 aéroports provinciaux dont celui-ci voulait s'emparer! En outre les capitalistes français s'inquiètent des rachats par les entreprises chinoises de ports et autres installations (1).

Il y avait donc urgence pour eux à envoyer Hollande et quelques ministres prononcer des discours, serrer des mains et faire pression pour la signature de contrats...

A ses convoitises des grandes entreprises capitalistes françaises, les prolétaires d'ici doivent opposer la **solidarité avec les prolétaires grecs** qui s'opposent aux attaques menées par le gouvernement Tsipras pour le compte de leur bourgeoisie et des bourgeoisies européennes, française y compris.

Début février, contre la réforme des

retraites, la Grèce a été le théâtre d'une grève générale et de manifestations d'une ampleur inédite depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir.

Mais l'interclassisme du KKE (Parti Communiste Grec, néo-stalinien), la principale force dans ce mouvement, stérilise le combat en le dirigeant, au nom de l'alliance avec les petits-bourgeois (paysans, petits commerçants, etc.) qui, frappés par les mesures gouvernementales, se mobilisent eux aussi, dans l'impasse d'un objectif bourgeois nationaliste (souveraineté du pays par la sortie de l'Union Européenne, etc.).

Pour être efficace, et attirer y compris d'autres secteurs, la lutte devra être menée sur des **bases de classe** et contre le capitalisme, pas seulement contre les «monopoles». Mais pour cela l'organisation de classe, sur le plan de la lutte immédiate comme sur le plan politique (parti de classe) est nécessaire.

(1) «*On ne a pas regarder les Chinois racheter les îles et les ports grecs les uns après les autres*» disait un haut diplomate français. cf <http://www.rtl.fr/actu/economie/la-france-se-positionne-pour-racheter-des-morceaux-de-la-grece-7780094499>

Un courant carrément réformiste: le CCR du NPA

Fondé en avril 2011, le «**Courant Communiste Révolutionnaire**» est une tendance du Nouveau Parti Anticapitaliste. S'alliant souvent, face à la majorité du NPA, avec deux autres tendances «de gauche»: «**Anticapitalisme & Révolution**» et la «**Tendance Claire**», le CCR se veut le pôle révolutionnaire de ce parti.

Il se donne officiellement comme objectif de «*réaffirmer, à la fois dans l'orientation, mais aussi dans la pratique militante, l'actualité d'un projet révolutionnaire qui combat ouvertement pour la destruction de l'État capitaliste et la construction d'un nouveau pouvoir fondé sur les organismes d'auto-organisation des masses*».

Malgré ce genre de déclarations, l'orientation du CCR ne diffère pas réellement de celle du reste du NPA: un même réformisme mais avec un habillage plus radical. La relance par Mélenchon du thème de la 6e Répu-

blique a été l'occasion pour le CCR de faire son *coming out* démocratico-républicain («*Comment lutter contre la Cinquième République*», ccr4.org).

Par pur suivisme derrière les élucubrations de l'ancien candidat du Front de gauche, le CCR a découvert «*l'urgence, pour les communistes révolutionnaires de s'emparer de la question avant que d'autres ne s'en mêlent à notre place*» car «*la délégation des réformes institutionnelles ne peuvent que faire le jeu des populismes et de la démobilisation*». C'est la vieille rengaine du danger fasciste servi à toutes les sauces par tous les courants bourgeois, de la droite «républicaine» à l'«extrême» gauche.

Le CCR dénonce avec une hargne bien démagogique «*le régime pourri de la Vème République et sa caste de politiciens*» et «*les affaires et les business juteux, (...) les carrières politiques dorées*». Il lance donc des slogans démocratiques et républicains: «*A bas la Présidence monarchique et autoritaire, à bas le Sénat, chambre aristocratique élue par des notables*». Mais pas question de crier à bas l'Etat bourgeois!

Le CCR appelle donc à «*une réelle mobilisation populaire de fond*» car «*Toute victoire sur ce terrain [institutionnel] serait un instrument de mobilisation facilitant prise de conscience de classe et combat contre le patronat*». C'est pourquoi «*l'extrême gauche devrait être à la pointe du combat*». Mieux vaut en rire!

Comme nous le disions il y a plus de 60 ans, «*la superstition et le fétichisme constitutionnels [sont] un trait invariable de la politique bourgeoise*» («*Les socialistes et les constitutions*», *Battaglia Comunista*, n°44, 23-30 novembre 1949).

Au contraire, «*Le socialisme en tant que mouvement révolutionnaire du prolétariat n'a que des préalables à base de classe, n'a qu'une seule exigence essentielle, la lutte contre le pouvoir de la classe bourgeoise, que sa forme institutionnelle soit républicaine ou dynastique*» («*Les socialistes et les monarchies*», *Battaglia Comunista*, n° 17, 27 avril - 4 mai 1949).

Par souci de réalisme, les «révolutionnaires» du NPA listent l'ensemble de leurs propositions «*pour une démocratie large, au service de la population*». Au lieu de faire la critique du mensonge démocratique, ils prétendent que ce système peut

être au service de tous, toutes classes confondues!

Sur le plan strictement institutionnel, le CCR propose une république parlementaire classique avec un ensemble de mesures qui existent déjà dans d'autres États bourgeois:

- une «*chambre unique concentrant les pouvoirs exécutif et législatif*» c'est-à-dire une seule assemblée comme le Portugal ou dans la monarchie danoise;

- la «*proportionnelle intégrale*» qui existe en Allemagne pour l'élection du Parlement européen ou en Israël;

- un droit de vote très large ouvert à «*toute personne résidant en France dès l'âge de 16 ans*», comme lors du récent référendum sur l'indépendance de l'Écosse;

- des élus révocables, comme aux États-Unis où depuis 2011, 150 référendums révocatoires ont eu lieu;

- des «*mandats limités à une durée de deux ans*», comme la Chambre des représentants aux États-Unis (en Suisse le président est élu pour un an non renouvelable).

* * *

Sur le plan budgétaire, le CCR nous offre un programme qui pourrait être accepté par les plus tièdes des réformistes: une réforme fiscale pour «*imposer très fortement les revenus du capital*», la publication du budget (prévue par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) et la classique défense des services publics.

Dans ce programme, rien de communiste et même rien de vraiment réformiste. Ces «*communistes révolutionnaires*» se font les défenseurs d'un régime à mille lieux de la révolution et de la dictature du prolétariat.

Il n'est même pas la peine de faire de longs développements pour démasquer ces gens qui sont bien à leur place dans le NPA. Nous nous contenterons de rappeler ce que nous disions lors des débats institutionnels de l'après-guerre en Italie: «*Notre slogan? Dynastes, grands-prêtres et magistratures républicaines, puissiez-vous, bras dessus bras dessous, aller au plus vite en enfer!*» («*Les socialistes et les monarchies*», *Battaglia Comunista*, n° 17, 27 avril - 4 mai 1949) et de publier ci-contre l'appréciation lapidaire du jeune Engels sur la démocratie. Nous n'avons rien à ajouter.

El Proletario

No 8 - Octobre-novembre-décembre de 2015

- Cuarenta años de paz
- Omnia sunt communia
- Sobre la crisis prolongada de la clase proletaria y sobre las posibilidades de su reanudación.
- La policía asesina en Salou a un inmigrante. ¡Mossos de Esquadra asesinos! ¡Ayuntamiento, Generalitat y Estado culpables!
- Grecia demuestra una vez más que es imposible luchar contra los ataques capitalistas por la vía electoral y reformista
- La «Izquierda de la Izquierda griega» y el referéndum
- Algunas cifras sobre Grecia y su endeudamiento

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«**le prolétaire**»
Journal bimestriel
«**Programme communiste**»
Revue théorique
«**il comunista**»
Journal bimestriel en italien
«**el programa comunista**»
Revue théorique en espagnol
«**el proletario**»
Journal en espagnol
«**Proletarian**»
Supplément en anglais au «**prolétaire**»

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2015

Gilbert: 2,00 / Joël: 70,50 /

Paris: 900 / Victor: 10,00

Total liste: 982,50

Total général 2015: 6588,00

Première liste 2016

Aix: 160,00 / A.S.: 25,00 /

Claude: 7,50 / H.L.: 25,00 /

Paris: 300,00 / Raymond: 100,00

Total liste: 617,50

Points de contact:

PACA, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Friedrich Engels La démocratie et le communisme

La Révolution française fut l'aube de la démocratie en Europe.

La démocratie – et je considère que c'est le cas pour toutes les autres formes de gouvernement – est une contradiction dans les termes, un mensonge, rien d'autre au fond que de l'hypocrisie (de la théologie, comme en Allemagne nous appelons cette dernière).

La liberté politique est une pseudo-liberté, la pire forme d'esclavage; l'apparence de la liberté et, par conséquent, la réalité de la servitude.

Il en va de même pour l'égalité politique; par conséquent la démocratie, de même que toute autre forme de gouvernement, doit finalement tomber en pièces: l'hypocrisie ne peut subsister, la contradiction qu'elle dissimule doit apparaître au grand jour; nous devons avoir soit un véritable esclavage - c'est-à-dire un despotisme non déguisé - soit une liberté réelle et une égalité réelle, c'est-à-dire le **communisme**.

«*Progrès de la réforme sociale sur le continent*» (extrait), *The New Moral World*, 4/11/1843